Pensées mili-terre Centre de doctrine et d'enseignement du commandement



Les conséquences des insuffisances de l'entraînement sur l'emploi de l'outil militaire

2/2 - BRENNUS 4.0

le lieutenant-colonel Christophe Gué, officier référent histoire de l'armée de Terre publié le 25/11/2019

Histoire & stratégie

Insuffisant pour contribuer à la mise au point d'un instrument de combat optimal, l'entraînement des armées française ne permettait pas davantage de tirer correctement parti de l'existant. Cela eut de lourdes conséquences pendant l'Entredeux-guerres et les huit mois de la « drôle de guerre » n'amenèrent pas le redressement de la situation qu'on pouvait espérer.

Entre-deux-guerres

Dans l'Entre-deux-guerres, le nombre limité de grandes manœuvres et d'exercices qui eurent lieu et la faible place laissée à l'initiative des « joueurs », privèrent les états-majors et les chefs de l'entraînement nécessaire à une utilisation optimale de l'outil dont ils disposaient. Celui-ci pâtissait d'ailleurs d'un défaut d'entraînement à tous les niveaux.

Avec le service à un an en 1928, qui fut réduit à dix mois en 1932, la situation était en effet devenue très critique en matière d'instruction. En mars 1936, au moment de la remilitarisation de la rive gauche du Rhin par l'Allemagne hitlérienne, le service à deux ans venait d'être rétabli (1935), mais la diminution de l'instruction et de l'entraînement avait entraîné la fermeture de nombreuses installations et camps, ainsi que la suppression de l'Ecole de l'infanterie et des chars. Cela entrava considérablement les efforts entrepris pour reprendre l'entrainement.

Ainsi s'explique l'incapacité de réagir de l'armée française en mars 1936, alors que l'armée allemande ne représentait encore qu'une force minime et que l'occasion de donner un coup d'arrêt sérieux au IIIe Reich se présentait.

Les efforts effectués en matière de défense nationale par le gouvernement du Front populaire, à partir de la fin 1936, n'améliorèrent que partiellement la situation et ne permirent pas de réagir davantage face aux coups de forces suivants d'Hitler. La priorité donnée à la construction de certains matériels (chars, notamment) se fit en effet au détriment des matériels d'appuis et de soutien des DCR et de l'équipement d'instruction (champs de tirs, terrains de manœuvres) et explique la rareté des grandes manœuvres à

Pensées mili-terre

Centre de doctrine et d'enseignement du commandement

la fin des années 1930 : il n'y en eu pas en 1936 ; celles de l'automne 1937, avec une DLM, une DI motorisée, et une DCR, n'eurent pas lieu [8] ; reportée à 1938 l'expérimentation de la DCR fut annulée.

Ce défaut d'entraînement était d'autant plus critique qu'à la même époque, l'armée allemande – ses composantes les plus modernes notamment - s'entraînait de manière intensive dans ses camps et dans le cadre des interventions décidées par Hitler (action de la légion Condor en Espagne, annexion de l'Autriche, démembrement de la Tchécoslovaquie).

Le défaut d'entraînement de l'armée française, face à une armée allemande que l'on savait réactive, explique l'occasion manquée d'une offensive d'envergure sur la rive gauche du Rhin, au début de la Guerre, alors que les gros de la Wehrmacht étaient occupés en Pologne et que la ligne Siegfried, qui souffrait de graves insuffisances, était faiblement tenue [9].

Avec la « drôle de guerre » l'occasion se présenta cependant de remédier aux insuffisances dont souffrait l'outil militaire.

« Drôle de Guerre » et bataille de France

Les huit mois de la « drôle de guerre » ne furent cependant guère mis à contribution pour améliorer l'entraînement.

Ainsi, à la 2e armée qui occupait le secteur du front pourtant passif de Sedan, il fut décidé que les unités [10] ne consacreraient qu'un tiers de leur temps à l'instruction les deux autres tiers étant dédiés à des travaux de terrassement. Dans les faits l'instruction fut finalement réduite à une demi-journée hebdomadaire. Quant aux divisions d'infanterie qui se trouvaient en arrière de la ligne Maginot et du front actif, qui la prolongeait jusqu'au Luxembourg, leur instruction se limitait souvent aux périodes « d'aguerrissement » peu productives, qu'effectuaient les petites unités dans le cadre des rotations qui avaient été instaurées.

En conséquence, les exercices et manœuvres d'ensemble furent rares pendant cette période, d'autant plus que les grandes unités ne furent mises sur pied que tardivement, dans le cas des DCR mais aussi dans celui des DLM. L'entraînement souffrait en outre du caractère schématique et processionnel déjà évoqué.

Les lacunes de l'Entre-deux-guerres ne furent donc guère compensées dans l'armée française face à une armée allemande qui avait choisi de privilégier les exercices et manœuvres en camps pour la plupart de ses unités. Il est à noter que la prise de décision dans des circonstances chaotiques y était systématiquement encouragée sans que cela exclût l'entraînement des états-majors à un travail de planification rigoureux.

En conséquence de cette situation, les chefs et les états-majors français manquèrent d'agilité face à un ennemi réactif.

Le général Blanchard (1ère armée) renonça ainsi à demander que la progression en Belgique se limitât à l'Escaut après le déclenchement de l'opération Dyle-Breda et la découverte de l'impréparation belge [11], de peur de provoquer la désorganisation de son armée.

Pensées mili-terre

Centre de doctrine et d'enseignement du commandement

C'est également ainsi que de graves difficultés survinrent dans le maniement des grandes unités, des DCR notamment, celles-ci venant d'être mise sur pied avec des moyens ne leur laissant qu'une autonomie très réduite et elles n'avaient pas effectuées de manœuvre d'ensemble [12]. De ce fait, les capacités des unités subordonnées ne purent être correctement utilisées quand celles-ci étaient bien entraînées, comme ce fût le cas des bataillons de chars lourds de la 3e DCR, qui ne reçurent pas l'ordre de déboucher dans l'après-midi du 14 mai 1940, alors qu'ils étaient prêts à attaquer et que le corps blindé de Guderian leur présentait son flanc gauche, faiblement défendu.

Les capacités de certaines unités de chars furent également sous-utilisées en raison du manque d'entraînement des unités d'infanterie au combat interarmes : le 14 mai matin, au sud de Sedan, alors qu'il importait d'agir au plus vite, les chars des compagnies du 7e bataillon de chars légers (BCL), qui agissaient de concert avec les bataillons du 213e RI, durent à plusieurs reprises interrompre leur progression pour aller chercher les fantassins qui ne suivaient pas.

La priorité donnée aux travaux de terrassement au détriment de l'entraînement au maniement des armes et à l'identification des matériels ennemis, aussi, ainsi qu'au développement de l'endurance des troupes eut par ailleurs des conséquences dramatiques : unités épuisées par des marches de quelques dizaines de kilomètres, paniques provoquées par les attaques de Stuka et par les Panzer, que l'on apercevait partout, qui eurent pour effet de créer une situation chaotique qui ne put être rétablie, à la suite de l'échec des contre-attaques évoquées ci-dessus [13].

Conclusion

En 1940, le haut commandement croyait que l'armée française était suffisamment bien instruite pour arrêter les Allemands et pour pouvoir se renforcer et s'entraîner ensuite à l'abri de solides défenses, afin de s'assurer la supériorité sur l'ennemi avec le concours de ses alliés, comme son devancier l'avait fait en 1917-1918.

Cette surestimation des capacités de l'armée française de 1940 découlait en grande partie d'un entrainement effectué avec des moyens incomplets et vieillis, qui empêchèrent le haut commandement de bien appréhender les nouvelles réalités de la guerre et, notamment, les possibilités offertes par le moteur à explosion et les transmissions.

Une telle surestimation l'empêcha de bien saisir les conséquences du manque d'entraînement des troupes dont il était pourtant conscient. Il se convainquit ainsi qu'en conduisant la bataille de manière méthodique il pallierait cet inconvénient.

Cette manière de procéder pouvait être appliquée avec des chances de succès dans le cadre d'une défensive s'appuyant sur un dispositif constitué d'organisations solides, permanentes ou de campagnes, et de réserves placées en arrière. Elle cessait d'être réaliste dès lors que l'armée française pénétrait en Belgique et dans les Pays-Bas avant de se mettre sur la défensive et que les réserves employées à cette tâche étaient supprimées.

Le haut-commandement croyait reproduire en l'améliorant la méthode adoptée en 1917-1918; mais, négligeant l'entrainement qui occupait alors la première place, il se mit dans une posture que son devancier de 1917-1918 avait soigneusement évité de prendre [14].

Pensées mili-terre

Centre de doctrine et d'enseignement du commandement

[8] Les matériels complémentaires nécessaires n'étant pas sortis.

lgl Une offensive fut bien déclenchée le 7 septembre, dans la Sarre ; Exécutée par 11 divisions, elle se limita à une progression de 8 kms sur un front de 32 kms, qui s'arrêta sans que la ligne Siegfried ait été entamée. Dès le 21 septembre, la retraite vers la ligne Maginot commença.

[10] Constituées de réservistes de catégorie B, leur niveau d'instruction était particulièrement faible.

11] Il s'avéra que le dispositif défensif qui aurait dû être en place dans la trouée de Gembloux était quasi-inexistant.

[12] Non plus que les demi-brigades de chars dont elles étaient constituées.

[13] C'était bien l'entraînement qui était en cause car sur l'Aisne et la Somme (début juin 1940) et à Bir Hakeim (mai-juin 1942), les unités résistèrent efficacement aux Panzer et aux Stukas alors gu'elles disposaient d'un armement similaire.

[14] Un dispositif défensif solide, échelonné dans la profondeur et permettant ainsi de dégager d'importantes réserves d'intervention (40 divisions sur un total d'une centaine) - tout en favorisant l'instruction et l'entraînement, avait été mis en place pour faire face à la grande offensive allemande prévue pour le printemps 1918. Ce dispositif joua un rôle décisif dans les phases défensive et offensive des opérations qui se déroulèrent de mars à novembre.

Titre: le lieutenant-colonel Christophe Gué, officier référent histoire de

l'armée de Terre

Auteur(s): le lieutenant-colonel Christophe Gué, officier référent histoire de

l'armée de Terre

Date de parution 21/11/2019

EN SAVOIR PLUS